



« Le système d'orientation de l'école française semble de plus en plus décalé avec la réalité économique et sociale »



- Société
- Les débats sur l'éducation

Tribune

Vincent Troger

Maître de conférence honoraire en sciences de l'éducation

Alors que la procédure Parcoursup continue, Vincent Troger, maître de conférences honoraire en sciences de l'éducation, invite, dans une tribune au « Monde », à centrer davantage l'orientation sur le projet de vie des jeunes.

Publié hier à 17h00 Temps de Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés

Tribune. Depuis fin mai et jusqu'au 16 juillet (pour la phase principale), les lycéens et étudiants en réorientation reçoivent, au compte-gouttes, les réponses aux vœux d'orientation vers l'enseignement supérieur qu'ils ont exprimés sur la plate-forme Parcoursup. Cette année, comme les précédentes, la procédure n'a pas manqué de relancer les débats sur la politique d'orientation en France.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi « Le blues des conseillers d'orientation »

Dans un « cadre national de référence » publié en mai 2019, le ministère de l'éducation nationale rappelle sa logique de l'orientation à l'école : « *permettre aux jeunes (...) d'élaborer progressivement leur projet d'orientation* » à partir des informations que leur fournissent les documents de l'Onisep, les enseignants et les conseillers d'orientation. Ces informations reposent toutes sur le même principe : elles présentent « *tous les diplômes proposés dans le cadre du service public d'éducation* » et donnent « *l'information sur les métiers et les formations* » qui correspondent à ces diplômes. Ce dispositif repose donc sur l'idée qu'à chaque profession et niveau de qualification correspond une formation et un diplôme. Or cette logique d'une adéquation entre la formation, le diplôme et l'emploi est désormais de plus en plus obsolète. Comme si l'orientation scolaire était désorientée.

En effet, ce que l'on sait de l'entrée des jeunes sur le marché du travail montre que si, globalement, le diplôme protège à long terme du chômage, il ne garantit plus depuis



longtemps une insertion stable dans le domaine professionnel correspondant théoriquement à la formation suivie. Plus exactement, cette garantie ne concerne plus que la proportion des jeunes qui accèdent, après le baccalauréat, aux formations sélectives de l'enseignement supérieur : certains BTS, IUT, médecine, sciences politiques, écoles de commerce, classes préparatoires aux grandes écoles... Or ces formations n'accueillent qu'environ 35 % d'une classe d'âge.

Pour les 65 % restants, l'insertion professionnelle est longue et discontinue. Une enquête de suivi de l'insertion professionnelle publiée par le Centres d'études et de recherches sur les qualifications en 2019 montre que dans la génération sortie du système scolaire en 2010, 17 % n'ont connu pendant sept ans que « chômage récurrent » ou « inactivité », et seulement 55 % d'entre eux ont obtenu rapidement un CDI. Et à la fin de la période d'enquête, ils sont encore 20 % à n'avoir qu'un emploi en CDD ou en intérim. Pour la majorité des jeunes, titulaires de diplômes universitaires, de bacs professionnels ou de CAP, les années qui suivent la sortie du système éducatif seront donc celles des CDD, de l'intérim, des petits boulots, des périodes de chômage, des retours en formation. En 2015, dans son étude intitulée « La face cachée des "Tanguy" », la Fondation Abbé Pierre recensait 338 000 jeunes adultes de plus de 25 ans obligés de recohabiter avec leurs parents en raison notamment de pertes d'emploi ou de revenus insuffisants.

Evolution des représentations

Mais si la conception de l'adéquation formation-diplôme-emploi est aujourd'hui décalée, c'est aussi parce que pour beaucoup de jeunes, leur représentation de l'insertion dans le monde du travail a changé. Dans un livre récent coécrit avec le journaliste Jean-Laurent Cassely, *Génération surdiplômée, les 20 % qui transforment la France* (Odile Jacob, 304 p., 22,90 euros), la sociologue Monique Dagnaud décrit une nouvelle fraction des élites scolaires, qu'elle nomme « l'alter-élite », qui, après des études de haut niveau, choisit des chemins de traverse bien loin de correspondre aux diplômes, parfois prestigieux, qu'ils ont obtenus : travailler dans l'associatif, se reconvertir dans des métiers d'art ou l'agriculture biologique, installer des chambres d'hôte à la campagne, travailler dans l'art vivant, etc. Dans le même ordre d'idées, on peut souligner le développement sur Internet de plates-formes comme Makesense, qui fédèrent au niveau international des jeunes qui veulent que leur métier « fasse sens », c'est-à-dire corresponde à des valeurs et des convictions avec lesquelles ils ne veulent pas transiger, et qui refusent ce que le sociologue anglais David Graeber (1961-2020) a appelé les « *bullshit jobs* ».

Article réservé à nos abonnés Lire aussi « Le clivage entre les élites et le peuple se construit à l'école »

Bien sûr, les sociologues ont souvent souligné que ces choix particuliers étaient le privilège de jeunes aux familles suffisamment aisées pour leur garantir un filet de sécurité. Mais il n'est pas sûr qu'ils aient encore raison. La lecture des sociologues ou des psychologues du management montre que depuis au moins deux décennies, les entreprises sont confrontées à des jeunes, et pas seulement des jeunes cadres, qui se montrent exigeants sur au moins trois dimensions de leurs conditions de travail : la distinction vie privée/vie professionnelle, la convivialité dans les relations professionnelles, la reconnaissance de leurs mérites. Une enquête conduite en 2012 par l'Union nationale pour l'habitat des jeunes auprès de 1 000 jeunes de niveaux très différents avait montré que pour 75 % d'entre eux, pour « être bien au travail », il fallait d'abord « un travail qui plaît ». Et ces jeunes n'hésitent plus à quitter leur emploi dès qu'ils estiment ne pas y trouver la satisfaction attendue.

Des réussites dans les filières dites « de relégation »

Enfin, dernier indice de l'évolution en cours, on voit désormais une proportion significative des élèves qui ont été « orientés » en lycée professionnel ou vers



l'apprentissage réussit des parcours de formation et d'insertion dans ces voies pourtant souvent décrites comme des filières de relégation. Aujourd'hui, entre 15 et 20 % des élèves qui sont passés par le lycée professionnel obtiennent un BTS. Dans un livre intitulé *Quand on n'a « que » le diplôme* (PUF, 2018), le sociologue Romain Delès a ainsi rencontré des jeunes titulaires de BTS issus des filières technologiques ou professionnelles qui vivent leur succès comme une « *revanche* », soit parce qu'ils avaient fait ce choix contre l'avis de leurs familles ou de leurs professeurs, soit parce qu'ils avaient accepté une orientation qui leur avait été proposée « *par défaut* ». Delès compare la réussite de ces « petits diplômes » au désarroi de nombreux titulaires de masters qui ne trouvent pas d'emploi correspondant à leurs ambitions dans des domaines où les diplômés sont beaucoup plus nombreux que les postes offerts. Article réservé à nos abonnés Lire aussi « Le confinement, révélateur des paradoxes du baccalauréat »

Le système d'orientation de l'école française, qui procède par élimination en trois étapes (troisième, seconde et terminale) essentiellement sur la seule base de la réussite en enseignement général (c'est-à-dire en maths et en français, pour résumer), semble de plus en plus décalé avec la réalité économique et sociale. Il ne correspond ni à la réalité des conditions actuelles d'accès à l'emploi, ni aux attentes de la majorité des jeunes. Plutôt que de s'obstiner dans la quête d'une « *introuvable relation formation-emploi* », pour reprendre le titre d'un livre de la sociologue Lucie Tanguy, ne serait-il pas temps d'inverser le paradigme et de privilégier, comme le font d'autres pays européens, une orientation qui se centre plus sur la construction d'un projet de vie que sur le passé scolaire des élèves et un projet professionnel nécessairement aléatoire ?

Cette tribune paraît dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au *Monde*, vous pouvez vous inscrire à cette lettre hebdomadaire en suivant ce lien .

Vincent Troger (Maître de conférence honoraire en sciences de l'éducation)
Contribuer

Services



FORMATION PROFESSIONNELLE avec topformation.fr

**COMPAREZ
DES MILLIERS
DE FORMATIONS**
en France

Recherchez





Vous pouvez lire *Le Monde* sur un seul appareil à la fois

Ce message s'affichera sur l'autre appareil.

Découvrir les offres multicomptes

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous utilisez ce compte à plusieurs, passez à une offre multicomptes pour faire profiter vos proches de votre abonnement avec leur propre compte. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ce compte ?

Nous vous conseillons de modifier votre mot de passe .

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

